

"Hold-Up" sort mercredi prochain ! Pour tout savoir sur l'attentat covidien que nous subissons

écrit par Christine Tasin | 8 novembre 2020



:« Il s'agit de comprendre ma destination, de voir ce que Dieu veut proprement que je fasse. Il s'agit de trouver une vérité qui soit vérité pour moi, de trouver l'idée pour laquelle je veux vivre et mourir».

Kierkegaard

Nous sommes ravis ! Pierre Barnérias a réussi son pari.

Nous avons publié plusieurs articles montrant l'importance du projet *Hold-Up*.

<https://resistancerepublicaine.com/2020/08/23/hold-up-le-film-sur-le-covid-en-preparation-avec-les-resistants-perronne-raoult-et-compagnie/>

C'est un trio de compétition qui a agi, contre vents et marées, avec l'aide de ceux qui ont alimenté la cagnotte, pour laisser un film-témoin des horreurs et absurdités que nous avons vécues, que nous vivons.

Pierre Barnérias travaille en effet de conserve avec le

réalisateur **Nicolas Réoutsky** son compère et ami, et avec le réalisateur **Christophe Cossé** qui s'explique dans France-Soir (encore merci et bravo à France-soir, pratiquement seul titre de la presse à avoir soutenu les Résistants à la dictature covidienne

Son interview est longue, et c'est tant mieux, car c'est une mine d'or.

Il pose d'emblée la bonne question : *devons-nous céder à la peur ou embrasser la vie et la liberté ?*

Et il démonte l'absurdité et l'inutilité du confinement, tout en pointant la responsabilité des politiques actuels qui ont sciemment fermé des lits et des postes toutes ces dernières années. Il dénonce également les tours de passe-passe de Véran pour faire peur aux gens avec des chiffres faux.

Et il pose les bonnes questions : **pourquoi aucune autopsie n'a-t-elle été diligentée ?**, par exemple.

Et il accuse : **la médecine libérale, privée d'hydroxychloroquine etc n'a d'autre recours que d'envoyer les patients à l'hôpital ! L'état d'urgence sanitaire est anticonstitutionnel et illégal. Le Conseil scientifique est comme par hasard proche des labos pharmaceutiques... Une liberté fondamentale a été supprimée, celle de toucher, embrasser, ne pas laisser mourir seuls nos malades... et un pas terrible a été franchi vers l'euthanasie.**

Il dénonce la crise économique, les faillites organisées, voulues...une médecine totalitaire qui prend le pouvoir et nie toute médecine alternative de l'alimentation, l'homéopathie...

Hold-Up, film en sortie nationale 11 novembre. Pourquoi j'ai produit ce film par Christophe Cossé?

TRIBUNE : Le film Hold-Up produit par Pierre Barnérias et Christophe Cossé, sort ce mercredi 11 novembre. Christophe

Cossé est producteur de documentaires et de films avec une formation en anthropologie sociale et psychologie clinique.

Pourquoi j'ai produit ce film ?

Ce qui me vient en premier à l'esprit, c'est cette phrase de Kierkegaard :

« *Il s'agit de comprendre ma destination, de voir ce que Dieu veut proprement que je fasse. Il s'agit de trouver une vérité qui soit vérité pour moi, de trouver l'idée pour laquelle je veux vivre et mourir* ».

Avec cette singulière crise politique qui remet en cause bien des principes de notre humanité, et que maquille la préoccupation sanitaire, nous sommes parvenus à l'heure des choix. Dès lors, avec nos connaissances et notre conscience, à quoi sommes-nous prêts à renoncer ? Devons-nous céder à la peur, au besoin de sécurité, ou préférer embrasser la vie et la liberté ? Ma démarche, notre démarche commune tant avec mes coproducteurs qu'avec toutes celles et ceux venus témoigner, c'est avant tout d'avertir sinon d'alerter, d'interpeller, d'informer le plus grand nombre.

L'épidémie et son traitement ont tout d'une intrigue dramatique. Cet événement épidémique révèle en définitive une crise profonde, révélatrice de l'état actuel de notre société, de ses institutions et de sa culture. On y découvre non seulement le pouvoir de la presse, désormais inféodée au pouvoir par le jeu des actionnaires qui la détiennent, mais aussi la puissance des réseaux sociaux qui véhiculent tant le relais de cette dernière, qu'un contre-pouvoir raillé par la censure, mais ô combien salvateur pour la connaissance et la liberté d'expression ou d'information.

L'issue de cette épidémie, somme toute habituelle et saisonnière, présente donc en quelque sorte les deux genres aristotéliens: la tragédie de l'humanisme ou l'épopée d'un renouveau. Gageons qu'elle débouche sur le renouveau. D'autres y voient une dimension biblique.

C'est donc une question de choix, d'élan instinctif, d'appel ce qui m'a poussé dans ce film. Et aussi parce que le scénario

qui se déroule sous nos yeux mérite un témoignage. Sans prétention aucune, je me réfère à Alexis de Tocqueville : « *ce qu'il y a souvent de plus difficile à apprécier et à comprendre, c'est ce qui se passe sous nos yeux.* »

C'est la base du film, nous évertuer à comprendre : les mensonges, la manipulation, l'ingénierie sociale, la corruption. **Il faut bien se figurer que la privation de nos droits, de nos libertés, de nos choix est un hold-up.** Nous aurions pu l'intituler « Coup d'Etat ».

Nous sommes en fin de cycle, tout va très vite, et se radicalise. Il n'y a plus d'espace d'échange, de réflexion, de pensée. Pour Pierre et moi, comme pour Nicolas, il n'était pas envisageable de ne rien faire. Et nous prévoyons même de continuer à filmer et à suivre l'actualité, car nous pressentons un changement fondamental dans notre humanité. Notre actualité sociale et politique nous y ramène. Le président Macron a décidé de confiner derechef sa population pour six semaines.

Nouvelle étape du scénario.

La lecture des derniers relevés hebdomadaires de l'OMS et du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, permet clairement de constater que **tous les pays ayant pratiqué le confinement ont eu les pires résultats dans le degré de résilience de leur population au COVID-19.**

Le taux de mortalité est établi à 0,15%. **Plus de 98% des individus ayant contracté le virus guérissent. Le nombre de morts associés abusivement au Covid reste encore deux fois inférieur à celui des erreurs médicales ou du tabac.**

Outre que le fait de confiner toute une population saine et non malade a été et demeure **une première dans l'histoire de l'humanité**, toutes les études qui ont été produites depuis le premier confinement rejoignent les conclusions des précédentes, à savoir **l'inefficacité de cette mesure. Serait-elle politique ?**

L'OMS vient, il y a quelques semaines à peine, de convenir de son inefficacité et de son inutilité. On se souvient pourtant de cette étude de Neil Ferguson, de l'Imperial College, qui prévoyait plus de 500 000 morts en Grande-Bretagne, et 10 millions de victimes en Afrique, dont s'inspiraient l'OMS et les dirigeants occidentaux dans leur décision de confiner alors que l'épidémie était déclarée.

Ce même épidémiologiste, qui, dix ans auparavant, lors de l'épidémie de la grippe A (H1N1), avait également envisagé un désastre sanitaire de plus de 60 millions de victimes dans le monde. A l'époque, le rapport du Sénat (2010) avait clairement dénoncé l'irrationalité de ces analyses, la dérive de la politique sanitaire et avait surtout mis en lumière les conflits d'intérêts qui semblaient régir cette dernière.

Malgré cela, notre gouvernement, après s'être défendu à maintes reprises de l'envisager, l'a confirmé, ce nouvel emprisonnement. Il avance même de surcroît vouloir y associer quelques autres mesures coercitives, tout en dénonçant l'irresponsabilité, sinon l'incurie, de ceux qui s'y opposent. Ce nouveau confinement a été officiellement décrété en conséquence de l'importance du nombre de cas de contaminations et du nombre de malades admis en réanimation. Le seuil de 60% des lits occupés a ou aurait été franchi.

Or, il serait bon de remettre en perspective les données sanitaires des cinq années précédentes pour constater que nos services hospitaliers sont toujours saturés à cette période de l'année, tant pour d'autres coronavirus, que pour la grippe ou des problèmes respiratoires. Il est éloquent de rappeler que notre Ministre de la Santé a lui-même participé à la faillite de notre système de santé, en soutenant la politique de réduction des lits en milieu hospitalier, ce qui provoque depuis quelques années déjà, l'engorgement des services de réanimation.

Il serait également bienséant de préciser, dans un souci de

transparence et d'honnêteté, que le nombre de patients en réanimation tient aussi compte du nombre de patients en soins intensifs dans le privé. Toutefois, dans le calcul de Monsieur Véran et de son Comité scientifique, on compte les malades du privé, mais pas le nombre de lits; simple tour de passe-passe pour permettre d'augmenter le taux d'occupation en réanimation et de justifier la peur, la panique ou la terreur. Etrange pour des médecins.

Que dire du bilan médical des malades admis en ce début du mois de novembre en réanimation ou en soins intensifs, si ce n'est un profil type d'individus de plus de 65 ans affectés par la comorbidité, victimes de saturation de leur système immunitaire ?

Que dire du nombre réel de victimes du Covid alors que l'on recense comme tels les décès dus aux maladies cardiovasculaires, aux cancers, aux diabètes ?

Que dire du nombre réel des cas de contaminations, avec un moyen de dépistage peu fiable et trompeur et dont la sensibilité vient d'être augmentée aux dépens de sa déjà faible efficacité ?

Que dire du gouvernement, qui, après avoir constaté il y a six mois la saturation de nos services publics hospitaliers, n'a pas investi pour de nouveaux lits en réanimation ?

Serait-il utile d'expliquer enfin pourquoi aucune autopsie n'a été diligentée ?

Que dire de la médecine libérale, sans moyens d'agir sur la prophylaxie de la maladie, privée d'hydroxychloroquine, d'azithromycine, de macrolides ou de C3G ? En les coupant de leurs moyens, le gouvernement favorise l'orientation des soins vers l'hôpital.

.
De tout cela il n'est point question. Le gouvernement semble suivre sa propre feuille de route, sur cette deuxième vague et son confinement finalement induit, annoncés depuis le mois d'avril. Alors s'ils savaient, pourquoi ne pas avoir agi ? Une fois de plus ?

Ce choix d'un deuxième confinement n'est pas qu'un révélateur de l'échec de notre politique sanitaire. C'est la confirmation d'une grave et profonde crise institutionnelle et démocratique. L'état d'urgence sanitaire est anticonstitutionnel et illégal. Les élections municipales se sont déroulées hors du cadre constitutionnel. Le Conseil constitutionnel est en sommeil, prié par le gouvernement de se confiner également, les deux chambres sont au ralenti, les textes sont examinés par 10% des députés, l'exécutif détient les pleins pouvoirs, et nos libertés sont à nouveau restreintes comme jamais dans un cadre de paix.

L'état d'urgence sanitaire ne respecte nullement les applications de l'article 16 et de l'article 53 de la Constitution, le rendant anticonstitutionnel et illégal.

Au niveau des institutions, ce qui a aussi changé, dès le début de la crise, c'est que le gouvernement s'est doté d'un Conseil scientifique dont les membres sont majoritairement proches des laboratoires pharmaceutiques. Il existe pourtant des organismes réputés et sans doute plus indépendants comme l'INSERM, le CNRS, les académies de médecine, de pharmacie, ou de vétérinaires... ?

Avec ce nouveau confinement, le gouvernement restreint une nouvelle fois nos libertés. Une nouvelle fois, elles sont bafouées et notamment, la liberté d'aller et venir, la liberté d'entreprendre et la liberté de réunion. Mais d'autres plus individuelles.

La liberté d'aller et venir existe en pratique depuis la fin du servage en France. Elle apparaît dans les textes en 1315, sous Louis X. Le décret royal précisait :

“ Toute créature humaine doit généralement être franche par droit naturel. Le Roi condamne avec énergie le joug et la servitude, qui est tant haineuse et fait qu'en leur vivant, les hommes sont réputés comme morts et, à la fin de leur douloureuse et chétive vie, ils ne peuvent disposer ni

ordonner des biens que Dieu leurs a prêtés en ce siècle.”

La liberté d’entreprendre est plus récente. Elle date de la Révolution française. Le décret d’Allarde de 1791 autorise tout citoyen à exercer le métier ou le négoce qu’il veut, pourvu qu’il paie ses impôts. Cela permettait d’échapper à la logique des corporations et de rang social où vous étiez plus ou moins lié par ce que faisaient vos parents avant vous. Il ne semble pas que cette liberté d’entreprendre ait connu jusqu’ici de restriction ou d’interdiction.

Puis **la liberté de réunion**, comme la liberté d’expression, sont des libertés fondatrices de la IIIème République. Elles marquent le droit d’exprimer son désaccord avec le pouvoir en place. Elles ont permis la création des syndicats par exemple. **Les médecins sont désormais censurés lorsque leur parole publique ne fait pas écho à la politique dominante**, et même sur les réseaux sociaux, la police de la pensée s’installe.

Toutes ces libertés ont été acquises de haute lutte dans les larmes et le sang, souvent par des personnes très jeunes qui ont généreusement donné leur vie pour leurs idéaux afin que d’autres puissent en bénéficier. Et pourtant, nous demeurons contraints dans nos libertés, sans réagir, affichant par là-même notre degré de consentement.

« Celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes » écrivait Machiavel dans Le Prince.

Enfin, **une liberté très singulière et fondamentale** dans le droit naturel humain a été violée, **celle de la tendresse, du toucher, de l’attention**. Sous la menace de la force en plus d’un décret, il a été interdit aux proches de visiter leurs parents. **On a laissé mourir nos anciens**, ils ont été cloisonnés, enfermés dans leurs EHPAD, interdits de sortie, de visite, de tendresse, de soins. Un premier pas vers l’euthanasie.

Mais le pire à mes yeux est de ne pas avoir la liberté de mourir. **Le deuxième pas vers l'euthanasie a été franchi** ; sa légalisation a été effective par le décret du 28 mars, autorisant les médecins à utiliser le Rivotril pour « accompagner » les patients. Ce décret a été abrogé par un nouveau le 10 juillet. Le pays des droits de l'Homme ?

Le mépris du genre humain.

Sous le prétexte de cette épidémie dont seuls les messagers de l'idéologie sanitaire autoritaire martèlent son danger, il convient de nous surveiller, de nous diriger, de nous contraindre à **une société de surveillance et de soumission**. De là découlent ces délicieuses valeurs nouvelles que sont la délation, la dénonciation, le repli sur soi. Les valeurs humanistes sont menacées d'implosion, on ne parle plus d'éthique, de morale ou de respect, mais d'obéissance, de protocole, de menaces et de peurs. **Un véritable cheval de Troie pour notre humanité que ce coronavirus.**

Ainsi, se profile la vaccination massive, et son corollaire, le fichage de chaque individu. En France, en Europe, mais dans le monde entier, au prétexte d'un virus pas plus offensif qu'un autre COVID saisonnier. Quelle incroyable et phénoménale entreprise de manipulation globale, au service d'une sombre idéologie, qui avant d'accomplir son dessein, distille la peur, la menace et la confusion afin que chacun perde ses repères pour mieux embrasser le pouvoir et l'autorité dans une servitude volontaire et rassurante. Je cite à nouveau Alexis de Tocqueville,

« ce qu'il y a souvent de plus difficile à apprécier et à comprendre, c'est ce qui se passe sous nos yeux. »

Cet état d'urgence sanitaire est une aussi une catastrophe économique et sociale qui peut déboucher sur une crise économique puis politique majeure.

Au moins 400 000 PME ont dû fermer, soit environ 4 millions de personnes au chômage, sur les 10 ou 12 millions d'indépendants, combien vont pouvoir reprendre une activité ? Combien d'entre nous vont gonfler le nombre déjà exorbitant des personnes vivant en deçà du **seuil de pauvreté**, qui a été réévalué à 10 millions de personnes en France ? Combien de milliers de personnes vont rejoindre les 5 millions de Français qui ont déjà recours à l'aide alimentaire ? Combien de nos compatriotes vont être **délogés**, rejoignant la triste cohorte des 900 000 SDF ?

La loi du travail, les acquis sociaux ont déjà été revisités, corrigés, étirés. Avec la crise « sanitaire », tout employé ou salarié, au lieu de réclamer une augmentation ou une amélioration de ses conditions de travail ou de ses droits, va désormais réclamer du travail ou se plier à l'effort national, quelles qu'en soient les conditions. En majorité, il est **assigné à résidence en télétravail**, dans des conditions pour la plupart, d'inconfort. Dix points de PIB à rattraper...

Ces événements actuels révèlent que l'on a glissé peu à peu vers **une technocratie sanitaire**, relayée par une presse qui paraît encore plus docile et inféodée au pouvoir. Ce pouvoir est lui-même de plus en plus gangréné par les conflits d'intérêts, et en particulier par le pouvoir des grands laboratoires, réputés pour leur corruption.

Les scientifiques se font journalistes, sinon politiques, tout comme les journalistes se posent comme experts dans **une émulation complice de coercition et de domination**. Plus alarmant, les politiques deviennent quant à eux les communicants, souvent malgré eux, des puissances financières qui les soutiennent.

Nos sociétés s'orientent-elles vers ce « biopouvoir » imaginé par Foucault ?

Le philosophe voyait le pouvoir sur les hommes évoluer vers un **autoritarisme de la santé**. Il observait qu'après le pouvoir sur les âmes, par les ministres de l'Eglise illustré par le troupeau de brebis égarées, c'est sur l'humain que le pouvoir monarchique s'est exercé, avec le pouvoir de donner la mort.

Après l'effondrement de la monarchie, il y eut toutes ces dérives autoritaires du 20^{ème} siècle. Légitimées par le dogme visant à transformer l'humanité ou l'humain vers un monde meilleur, elles se sont illustrées dans la prise en charge de la vie, non plus des âmes, mais des hommes.

Avec le biopouvoir, le dogme, c'est la santé ; il s'agit de prendre en charge d'un côté le corps pour le discipliner, et de l'autre la population pour la contrôler. **L'élément commun au corps et à la population, c'est la norme.** La norme **statistique.** C'est elle qui fait en sorte que ce biopouvoir s'exerce, de manière rationnelle, à la fois sur un ensemble statistique, c'est-à-dire une collectivité, et sur un individu.

Et ce biopouvoir contrôle tous les mécanismes de la vie de l'individu dans la société : politiques, judiciaires, policiers, économiques, philosophiques.

La question mérite d'être posée. En effet, non seulement des hommes d'affaires, des politiques et des médecins veulent imposer un type de traitement unique, la vaccination, sans passer par les règles démocratiques habituelles grâce à l'état d'urgence, mais de plus, **chaque citoyen va devoir s'y soustraire au risque d'une mise au ban social. L'individu risque de perdre non seulement sa liberté, mais surtout sa souveraineté.**

Au-delà de cette sombre hypothèse, reprenons toute la terminologie, la sémantique pour ne pas dire la novlangue actuelle, en commençant par celui que nous entendons le plus : le confinement. Étymologiquement, on retrouve dans le confinement, le terme « finis » qui en latin signifie frontière, barrière, limite. Le confinement, outre sa définition médicale brandie par la gouvernance, signifie réclusion, internement.

Enfin, employé au participe, le confiné est dit d'un espace qui manque d'oxygène, d'espace ou de nourriture.

Il est aussi fait mention d'une « distanciation sociale »

pour éviter la propagation du virus. Or il ne s'agit que de distanciation physique, mais on nous impose la notion de « social », car en effet, la barrière, la limite, la frontière imposée par ce confinement devient un mur entre nous. **Tout contrevenant est sévèrement critiqué, dénoncé et voué aux sanctions administratives. La tendresse est déconseillée, sinon réprimée.**

Le port d'un masque est devenu obligatoire bien qu'il ait au préalable été déclaré inutile, et cet artifice est une autre barrière, un autre symbole d'enfermement.

On évoque le traçage des individus, la recherche ou la poursuite des cas contacts, le passeport numérique de santé, les camps de quarantaine...

Dans le discours ambiant, non seulement les termes sont vidés de leur sens premier, mais il ne s'agit pas de se fier à la vérité, comme le disait si subtilement Sibeth Ndiaye, mais « **d'orienter la réalité pour faire accepter notre projet politique aux Français; cela ne relève pas du mensonge, mais de la désinformation positive** ». Evidemment !

Michel Onfray le rappelait dans son ouvrage « Théorie de la dictature », en rapprochant notre monde actuel de celui de 1984 :

« On peut citer aussi l'inversion systématique du sens des mots, par exemple, la guerre c'est la paix, la haine c'est l'amour... qui reformate complètement les cerveaux ».

Car, conformément au concept de solipsisme, c'est dans le cerveau de chacun que le monde existe, "et que le réel est une construction mentale".

Si la pensée est donc bien formatée, on ne voit plus que ce à quoi on croit.

Déjà dans « Surveiller et punir », en 1975, **Michel Foucault expliquait comment la propagation de la peste avait permis aux Etats d'imposer au XVIIe siècle des mesures coercitives à travers leur pouvoir de normalisation :**

« Espace découpé, immobile, figé. Chacun est arrimé à sa place. Et s'il bouge, il y va de sa vie, contagion ou punition [...] Le rapport de chacun à sa maladie et à sa mort passe par les instances du pouvoir, l'enregistrement qu'elles en font, les décisions qu'elles prennent [...] Derrière les dispositifs disciplinaires, se lit la hantise des contagions, de la peste, des révoltes, des crimes, du vagabondage, des désertions, des gens qui apparaissent et disparaissent, vivent et meurent dans le désordre. »

Et ce qui se passe sous nos yeux, c'est également un exemple parfait des **expériences de Milgram**. Chacun a tendance, pour se rassurer, à se dépersonnaliser pour embrasser la cause de **l'autorité**. Qui forcément détient la vérité, qui forcément peut rassurer, qui forcément peut conforter et protéger.

Il est plus rassurant de croire à une illusion qui rassure qu'à une vérité qui dérange. C'est entre autres une question de champs d'information. Pour celui ou celle qui n'a pas l'accès à un champ d'information différent de celui sur lequel il s'est construit, ou celui sur lequel on l'a construit, il y a distorsion, coupure, rejet. C'est en cela qu'il est difficile de faire comprendre à nos concitoyens les véritables contours de ce script.

C'était la triste situation de nombreux pays au XXème siècle, dont on espérait pourtant ne pas reproduire les erreurs à notre époque :

Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut pas se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et, avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez", disait Hannah Arendt.

Par des techniques de manipulation bien connues de la PNL (programmation neuro-linguistique) comme la double contrainte, l'injonction paradoxale, l'ingénierie sociale, le saupoudrage,

le discours ambiant associe manipulation, désinformation, et hypnose conversationnelle. **Le piège fonctionne.**

La double injonction selon laquelle tout va bien mais en fait cela ne va pas est le pire qui soit pour tomber dans le piège de la peur et l'endoctrinement. C'était le premier stade de l'épidémie, on va quand même au théâtre ou au bureau de vote. A présent c'est l'inverse. Il ne se passe rien, mais on crie alerte. **Le parfait système coercitif.**

On assiste aussi au système peur/ soulagement, bien connu sous le thème « good cop / bad cop ». Provoquer une crainte, une peur, par une mise en scène avec des dangers existants ou virtuels. Puis « en même temps », le locuteur ou son complice change de ton avec une ouverture possible. Ce n'est pas la peur qui provoque la soumission mais le soulagement. Et le soulagement, c'est la perspective du dépistage, du vaccin. Et en attendant on reste bien chez soi. Confiné. Emprisonné chez soi, en soi. Docile ?

Car nul n'est obligé de s'y soumettre ! C'est l'heure des choix. Pour exister, un manipulateur a besoin d'un manipulé, tout comme un maître d'un esclave. Est esclave celui qui y consent. Allons nous consentir, allez vous consentir à vous soumettre ?

« La vie vaut ce que nous sommes capables de risquer pour elle ». Il n'y a de liberté que par l'acte même de libération : celui qui ne veut pas risquer sa vie risque fort la servitude. Cependant, une fois maître, l'individu devient passif, inactif. C'est son esclave qui travaille, qui s'accomplit. Ainsi le maître devient dépendant du travail de son esclave, il devient l'esclave de son esclave, car c'est en travaillant qu'on atteint la [liberté](#).

Tous les pouvoirs, et de plus en plus ceux de la pensée, sont désormais attribués à la médecine et aux mains de celles et ceux qui la gouvernent, l'orientent. Faut il

rappeler que c'est Rockefeller qui a racheté toutes les écoles de médecine aux Etats Unis dans les années 1920, afin d'y dispenser une médecine exclusivement allopathique afin d'écouler les produits chimiques provenant du pétrole, ce qui va constituer la base de la pétrochimie et de l'industrie pharmacologique.

Il ne s'agit pas d'une médecine basée sur l'alimentation, pourtant premier principe d'Hippocrate, ou sur l'herboristerie, la phytothérapie, l'homéopathie, ou sur l'hypnose, la méditation ou la psychologie, la médecine chinoise ou ayurvédique, médecines traditionnelles à l'efficacité démontrée, mais il s'agit bien d'une **médecine exclusivement allopathique. Une nouvelle religion qui n'en tolère pas d'autres.**

Désormais la santé n'est plus un bien, c'est devenu une valeur. Force est de constater que c'est aussi devenu un diktat.

L'humanité doit accepter d'être soignée malgré elle, selon des codes ou des normes qui lui sont imposés. Une humanité confinée, contrainte, aux droits violés, mais protégée ! Pour appliquer un soi-disant principe de précaution, en réponse à une menace fantôme dont la virtualité ne s'inspire que de prévisions statistiques, que de calculs établis selon des modèles aux principes tronqués ou faussés, des projections qui ont été mises à mal par la réalité sanitaire. Cela n'a pas de sens. **Un profond changement est en cours.**

Et pour mieux comprendre cette **fin de cycle globale, qui appelle à ce bouleversement profond**, quelle qu'en soit l'impulsion, faisons un retour en arrière.

2019 était l'année de tous les dangers : risques bancaires avec de nombreux établissements en déroute, risques sur l'euro, économies au ralenti, manifestations sociales multiples fragilisant les pouvoirs en place. Et surtout, la fin annoncée du dollar, et l'avènement des cryptomonnaies.

La situation bancaire était critique, en particulier en Europe et aux Etats-Unis. Les milieux financiers craignaient pour la survie de la Deutsche Bank et la Commerzbank en Allemagne, de

l'Intesa San Paolo en Italie, ou de la Société Générale en France. Toute faillite aurait déclenché en effet un « Bank run » partout en Europe que seule une fermeture coordonnée de toutes les banques de la zone et l'instauration d'un contrôle des capitaux aux frontières pourraient éviter.

Quand une banque importante fermera, on peut imaginer que toutes les banques de la zone euro fermeront. Que l'on se rassure, pour ces organismes qui constituent le fondement de notre « état », **tout a déjà été mis en place légalement par la Directive BRRD européenne et Loi Sapin 2 pour pouvoir « chyprioter » nos comptes sous prétexte de nous protéger... d'une catastrophe bancaire et économique.**

À la situation bancaire critique s'ajoutait **le risque de l'éclatement de la zone euro.** Depuis les élections italiennes en mars 2019, la probabilité d'une sortie de l'euro de l'Italie s'était considérablement accentuée. En parade, il était prévu de faire tourner la machine à billets, ce qui aurait fait perdre toute valeur à l'euro, et la dépréciation des actifs. Aujourd'hui, certes, on risque d'en arriver au même point... **avant le grand saut ?**

A ce risque s'ajoutait également celui du système monétaire instauré depuis les accords de Bretton Woods, en 1944, visant à définir les grandes lignes du système économique et financier mondial, menacé par la nouvelle monnaie chinoise.

Un éclatement du système monétaire sous la pression d'une nouvelle monnaie chinoise. La Chine a créé une nouvelle monnaie basée et convertible en or. Or l'avantage des US de posséder la monnaie mondiale est que cela lui a permis de financer ses déficits. Le modèle économique américain repose en effet sur un abus chronique de dette qui est achetée par les pays qui cherchent à recycler leurs dollars. La Chine a lancé une alternative monétaire au dollar, et de ce fait n'a plus besoin d'acheter des obligations américaines. Bras de fer pour le leadership !

La guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis était aussi particulièrement lancée, à coup de taxes, de protectionnisme et d'intimidations diplomatiques.

Enfin, le risque de crise sociale inquiétante pour les pouvoirs, tant en France que dans le monde, représentée par des mouvements populaires spontanés (Gilets jaunes...) comme par des manifestations de corporations ou de métiers, tous debout contre des réformes jugées inadaptées, injustes ou forcées au nom du marché et de ses lois.

Ainsi, ce choc anthropologique dont parlent à l'unisson les hommes politiques du monde entier que représente le Covid est une véritable aubaine.

Ce virus de pangolin serait-il à ce point opportuniste ?

Afin d'entrevoir ce que nous réserve l'avenir proche, faut-il s'inspirer des travaux du Forum Economique de Davos qui prône, comme le FMI, « **The Great Reset** », faut-il se tourner vers les principes collectivistes et transhumanistes de Bacon ou de Moore martelés par Attali et Minc ? S'inspirer de la Chine capitaliste autoritaire ?

Nous sommes à l'heure des choix.

Avec ce film, c'est un engagement pour la vie, le respect du vivant, mes enfants, parents, amis. Hymne à la vie, à l'amour, à l'âme humaine.

Voir aussi le debriefing de Christophe Cossé

Auteur(s): **Christophe Cossé pour FranceSoir**

<http://www.francesoir.fr/culture-cinema/hold-film-en-sortie-nationale-11-novembre-pourquoi-jai-produit-ce-film-par-christophe>